

Frédéric Hermann – Philippe Wilmouth

Lieux de guerre 1939-1945

*Suisse, nord-est de la France,
Luxembourg, Wallonie*

Préface Jean-Noël Grandhomme



ÉDITIONS
CABÉDITA
2019

Couverture : Le Mémorial national de la déportation érigé sur le site de l'ancien
camp de concentration de Natzweiler-Struthof (Bas-Rhin).
Photo Frédéric Hermann

© 2019. Editions Cabédita, route des Montagnes 13B – CH-1145 Bière
BP 9, F-01220 Divonne-les-Bains
Internet : www.cabedita.ch

ISBN 978-2-88295-853-2

Préface

Si les poilus croyaient que 1914-1918 serait la « der des ders », les acteurs et témoins de 1939-1945 parlent plus prudemment de la « dernière guerre ». Ce terme peut revêtir deux significations : la dernière *de toutes*, dans le prolongement de l'espoir nourri par les combattants des tranchées ; ou, plutôt, la dernière *en date*. C'est sans doute ce sens que les survivants donnaient à cette expression au lendemain des événements, échaudés qu'ils étaient par la répétition du cataclysme mondial à vingt-cinq années de distance, alors que la Guerre froide et les conflits de la décolonisation continuaient de faire planer des menaces au-dessus des familles. La réconciliation franco-allemande et la construction de l'Europe ont indéniablement eu pour résultat la fin du cycle des affrontements armés à intervalles réguliers entre nations et coalitions de nations sur le continent.

À l'ouest de celui-ci, les deux conflits mondiaux ont d'abord concerné une vaste zone qui s'étend de la mer du Nord au Jura, à travers la Flandre, la Wallonie, l'Artois, la Picardie, les Ardennes, la Champagne, l'Île-de-France, la Lorraine, l'Alsace, le Luxembourg et la Franche-Comté. Le second a connu une extension au reste de la France (ainsi qu'aux Pays-Bas), en mai-juin 1940, puis de nouveau à partir de juin 1944, avec des bombardements aériens dans l'intervalle. Et à chaque fois la Suisse a craint de son côté une invasion.

Quatre décennies après le début de la Seconde Guerre mondiale, les derniers vétérans disparaissent. La place de l'ultime compagnon de la Libération lui est déjà réservée dans la crypte du Mont-Valérien. Les lieux, quant à eux, demeurent. Non pas immuables, mais vivants, car constamment transformés, aménagés, fréquentés dans le cadre de la politique commémorative des États et, de plus en plus, des collectivités régionales / provinciales et locales. Le public se presse dans ces endroits marqués par une histoire douloureuse, dans le contexte du tourisme de mémoire (un mouvement spontané, mais aussi encouragé par les autorités). Ce sont ces lieux du souvenir, multiples et variés, que visite ici Frédéric Hermann, lui qui a déjà photographié avec talent et sensibilité ceux de la Première Guerre mondiale. Cette fois c'est Philippe Wilmouth, enseignant, docteur en histoire, animateur en Moselle d'une association de sauvegarde et de présentation des objets et archives en rapport avec 1939-1945 qui tient la plume.

L'unité « paysagère » et historique de terres fortement concernées par le fait militaire depuis des siècles, et en particulier pendant la « guerre de Cent Cinquante ans » (1792-1945), contraste avec la segmentation des mémoires du second conflit européen et mondial. Alors que le souvenir de 1914-1918 forme une sorte de bloc, en France, malgré quelques voix dissonantes (fusillés, déclinaisons régionales), la mémoire de 1939-1945 y apparaît comme extraordinairement éclatée. La polémique de novembre 2018 autour d'un éventuel hommage rendu au maréchal Pétain est ainsi, même s'il s'agissait de commémorer l'Armistice et

la Victoire de 1918, une querelle mémorielle liée au second conflit mondial. En Belgique, au Luxembourg et en Suisse 1939-1945 donne également lieu à des débats enflammés.

Cette segmentation de la mémoire, accentuée par la création de statuts officiels divers et d'associations spécifiques – mais c'est un phénomène naturel – est d'abord due à ses phases militaires, qui ont donné naissance à plusieurs catégories de combattants: si les Français sont mobilisés entre septembre 1939 et juillet 1940 – initialement dans la ligne Maginot, dont plusieurs ouvrages sont aujourd'hui des musées –, les Belges et les Luxembourgeois, neutres jusque-là, ne sont concernés par la guerre qu'à partir de mai 1940. En beaucoup d'endroits, comme au Donon, des rangées de morts de 1940 prennent place dans les cimetières aux côtés de celles des morts de 1914-1918 (parfois ils voisinent même avec les victimes de 1870, comme à Metz). Des ressortissants des trois pays se battent ensuite aux côtés des Britanniques, puis des Américains et d'autres alliés pour la libération du territoire national (et quelques-uns aussi, volontairement, aux côtés des Allemands, mais ceux-ci n'ont évidemment pas de lieu de mémoire). Ces Français, ces Belges, ces Luxembourgeois « libres » agissent d'abord au-dehors ou dans la clandestinité, puis au grand jour et sur le sol de la Patrie, et même au-delà, au cœur de l'Allemagne, à compter de juin 1944. L'immense croix de Lorraine de Colombey-les-Deux-Églises rappelle l'engagement de ceux qui ont dit: « Non ! » Les stèles et plaques des maquis des Vosges, des Ardennes, de Franche-Comté et du Morvan interpellent le promeneur, invité à avoir une pensée émue pour ceux qui ont donné leur vie pour la liberté. La Suisse, quant à elle, mobilise ses troupes et les tient sur le pied de guerre pendant toute la période. Des monuments, des forts et des défenses antichars y rappellent cette époque.

L'éclatement de la mémoire est aussi dû à la diversité des situations politico-militaires. Alors que la Belgique et la France sont essentiellement occupées (et cette dernière initialement divisée en plusieurs zones aux statuts très différents), certaines parties de leur territoire sont toutefois annexées de fait par le III^e Reich: Eupen-Malmedy et les Dix Communes, l'Alsace et la Moselle; tandis que le Luxembourg l'est tout entier. L'occupant y oppresse les populations et finit par y enrôler de force la jeunesse. Ces Malgré-Nous ont aujourd'hui de nombreux lieux de mémoire, comme à Mulhouse; les expulsés, les transplantés, les internés également (comme le fort de Queuleu). Des milliers de jeunes gens réfractaires et des prisonniers évadés, ont pu bénéficier de l'aide de passeurs, qui ont désormais leur Sentier balisé de panneaux explicatifs dans la vallée de la Bruche.

La Résistance, ou plutôt les différentes formes de résistance, conduisent à la répression et à la déportation de dizaines de milliers de personnes. D'autres sont emmenées dans les camps de la mort uniquement pour ce qu'elles sont et non pour ce qu'elles font, essentiellement des juifs et des romanichels. Un de ces camps, le Struthof, a été installé en Alsace par l'occupant, c'est aujourd'hui un mémorial et un musée très visités. Beaucoup d'autres musées accueillent les visiteurs dans l'espace couvert par le présent livre, certains entretenus par

des associations (Ascomémo à Hagondange), d'autres plus classiques (le Musée de la Poche de Colmar à Turckheim), d'autres encore résolument modernes (le Mémorial d'Alsace-Moselle à Schirmeck, la Citadelle de Besançon, le Musée de la Résistance à Esch-sur-Alzette) ou parfois à mi-chemin entre parc d'attractions et musée (le MMPark à La Wantzenau).

De nombreux soldats étrangers ou venus de loin dorment de leur dernier repos en terre française, belge, luxembourgeoise ou suisse. Dans l'armée française, surtout au sein de la 2^e DB (Leclerc) et de la 1^{re} armée (de Lattre) en 1944-1945, on compte une majorité d'«Africains»: «Sénégalais», mais surtout Algériens, Marocains, Tunisiens et ceux que l'on n'appelle pas encore les Pieds Noirs. Si les croix dominent dans les nécropoles, comme celle de Sigolsheim, on y trouve aussi des étoiles juives et des stèles musulmanes. Les monuments américains parsèment quant à eux les campagnes et les villes, comme autour de Bastogne ou à Saint-Avold; ainsi que les traces du sacrifice d'autres alliés: Polonais à Dieuze, prisonniers soviétiques un peu partout, Britanniques et Canadiens, dont les avions ont été abattus ou se sont écrasés en mission. Ces étrangers sont aussi des Allemands, l'envahisseur, dont les morts sont honorés selon les lois traditionnelles de la guerre: à Sandweiler (Luxembourg), entre autres cimetières. «Ils sont réunis dans la mort, unissons-nous dans la paix», dit une inscription.

Beaucoup de lieux de mémoire sont encore très visités aujourd'hui, mais d'autres, perdus dans les forêts ou au cœur de nos villes, sont oubliés ou invisibles; quelques-uns sont même dégradés, par le temps ou par les vandales. C'est tout le mérite de cet ouvrage de fixer, au moment du quatre-vingtième anniversaire de l'invasion de la Pologne par le III^e Reich, qui entraîna l'entrée en guerre de la France et de la Grande-Bretagne, le «paysage mémoriel» d'une vaste région, cohérente dans ses diversités. Cette commémoration est la dernière de type décennal qui se fait en présence des anciens combattants, résistants, déportés, incorporés de force, passeurs. Un anniversaire particulièrement fort, donc, qui vaut bien ce très bel hommage, où des textes forts répondent à de magnifiques images.

Jean-Noël Grandhomme

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lorraine à Nancy
Membre du Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire (CRULH)

Sommaire

PRÉFACE	7
SOMMAIRE	10
INTRODUCTION	11
FRONTIÈRES FORTIFIÉES ET VOIES D'INVASION	16
OCCUPATION ET ANNEXION	44
RÉSISTANCE	60
RÉPRESSION ET DÉPORTATION	86
LIBÉRATION	106
BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE	166
EN PRATIQUE	169

Introduction

La Seconde Guerre mondiale est incontestablement un événement charnière du XX^e siècle qui intéresse toujours malgré l'éloignement temporel comme en témoigne la surexposition récurrente de l'événement dans les médias et la multiplication des journées commémoratives officielles. Un nouveau monde s'est construit sur des ruines matérielles et des blessures psychologiques. Pour Aleida Assmann, la mémoire de la Seconde Guerre mondiale est devenue un *impératif éthique*¹. Mais ce conflit est une période complexe, moins meurtrière que la Grande Guerre dans l'espace géographique concerné par cet ouvrage, mais plus multiforme, dont les plaies se cicatrisent seulement aujourd'hui avec la disparition des derniers témoins. Au sortir du conflit, au dilemme entre silence reconstructeur ou nécessité de témoigner pour éviter la récurrence, un mouvement spontané d'appositions de plaques commémoratives, d'érections de stèles sobres s'est développé par dizaines de milliers à l'initiative des familles ou d'associations patriotiques. C'est le temps du souvenir, le plus souvent d'un être victime du nazisme. L'État, puis les maires, l'autorisent, parfois le financent ou lui donnent les moyens de financement par le biais des souscriptions. Très vite, au nom de l'unité nationale, se juxtapose le temps de la mémoire tel que le définit Pierre Nora, *une volonté humaine pour devenir un élément matériel, fonctionnel et symbolique*². La sanctuarisation dès 1945 du village martyr d'Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne) comme symbole de l'horreur nazie sur le territoire français témoigne de cette volonté de conserver trace pour ne pas oublier, pour faire œuvre pédagogique, pour dénoncer. Oradour confronte ainsi deux mémoires hermétiques³, celle des victimes de la barbarie nazie et celle des victimes de l'incorporation de force. Oradour devient enfin le symbole de réconciliation franco-allemande avec la visite du président de la République fédérale d'Allemagne au côté de son homologue français en 2013. Mais cette mémoire est émietlée, polymorphe, voire catégorielle, souvent mono-événementielle, presque anecdotique. Serge Barcellini et Annette Wieviorka parlent *d'atomisation dans l'espace comme dans la signification*⁴. L'essentiel est de laisser trace d'un fait, d'un événement, d'une souffrance. Quelquefois, les souvenirs sont rassemblés dans des lieux institutionnalisés, associatifs ou privés, les musées, souvent spécialisés dans une thématique circonscrite ou un territoire bien défini. L'État a également imposé une « mémoire officielle » unificatrice fondée sur l'héroïsme comme l'érection du

¹ Aleida Assmann, *Formen des Vergessens*, Göttingen, Éditions Wallstein, 2016, p. 11.

² Pierre Nora, *Les lieux de mémoire* (7 volumes), Paris, Gallimard, 1984-1992.

³ Guillaume Javerliat, *Bordeaux 1953, le deuxième drame d'Oradour*, Limoges, Éditions Pulim, 2009.

⁴ Serge Barcellini et Annette Wieviorka, *Passant, souviens-toi!*, Paris, Plon, 1995, p. 8.

Monument national de la Solidarité luxembourgeoise à Luxembourg-Ville en 1971 ou le Mémorial national de la Déportation au Struthof dans le Bas-Rhin en 1960. Elle devient ensuite «devoir de mémoire» dans les années 1990, un devoir moral de se souvenir d'un événement historique tragique et de ses victimes afin de faire en sorte qu'un événement de ce type ne se reproduise pas. Certains historiens remettent toutefois en cause cette *injonction à se souvenir*⁵ et dénoncent *les abus de la mémoire*⁶ et ses possibles dérives, si elle devient un dogme⁷. Depuis, les *memory studies* se sont imposées comme discipline universitaire, transnationale mettant davantage l'accent sur les espaces et les régions.

Finalement, toutes ces traces du souvenir ou de mémoire ont intégré parfois fantomatiquement le paysage. Par exemple, à Metz en Moselle, sur quelques kilomètres, le badaud curieux passe devant une multitude de plaques marquant des événements successifs : les expulsions près de l'ancienne gare de marchandises (actuellement le Centre Pompidou) et dans le hall départ de la gare ; la résistance de Sœur Hélène à l'Hospice Saint-Nicolas ; celle de la population près de la colonne de la Vierge, place Saint-Jacques, et sur la préfecture ; la mort de Jean Moulin à la gare ; les FFI tombés en différents lieux ; la répression au Grand Séminaire, partiellement utilisé comme prison de la Gestapo ; la libération de 1944 place d'Armes... S'ajoutent des stèles et monuments : Malgré-Nous et FFI au cimetière de l'Est, Mémorial départemental de la Résistance et de la Déportation à Queuleu, aigle américain à Bellecroix... sans oublier les lieux sauvegardés et visitables comme le cimetière militaire de Chambière ou le fort de Queuleu, ancien camp spécial de la Gestapo. En une heure, un tour d'horizon de toutes les souffrances de ce territoire peut être mémorialement accompli. L'exemple de Metz n'est pas unique. Faut-il encore que le badaud s'approprie son espace ! En Allemagne, l'objectif des *Stolpersteine*, petits pavés cubiques recouverts d'une plaque de laiton insérés dans le trottoir devant les maisons où habitaient des victimes du nazisme avant leur arrestation, est de donner réalité à la connaissance abstraite de l'Holocauste. Mais c'est un échec. Le passant trébuche dessus, sans s'arrêter un instant pour réfléchir. Lors de nos rallyes photographiques, que d'yeux se sont soudain levés pour réaliser, parce que le photographe le cadrerait, que là, un monument était érigé. Lors de nos pérégrinations, les cimetières militaires étaient déserts, attendant qu'une cérémonie officielle ne les remplisse opportunément, exception faite pour les nécropoles américaines. Ces milliers de traces qui devraient interpeller sont noyées dans le paysage, suscitant généralement indifférence par manque de curiosité et par ignorance, mais aussi par habitude. Les commémorations sont de plus en plus désertées par les citoyens car ce n'est plus leur mémoire. Nous entrons dans le temps de l'Histoire qui n'intéresse qu'une minorité de cultivés. Parfois le

⁵ Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, p. 106.

⁶ Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire*, Arléa, 1995, p. 7.

⁷ Henri Rouso et Éric Conan in Sébastien Ledoux, *Le Devoir de mémoire. Une formule et son histoire*, CNRS Éditions, 2016, chapitre 10 « Les critiques du discours scientifique ».

vandalisme, le mépris, la profanation comme le cimetière juif d'Herrlisheim dans le Bas-Rhin révèlent les difficultés du message de paix et de tolérance que devraient inspirer ces témoins monumentaux.

L'espace « Suisse, nord-est de la France, Luxembourg, Wallonie » aux marches occidentales de l'envahisseur occupe une place particulière dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, et donc dans la construction mémorielle, pas toujours entrée dans les grandes mémoires nationales de la Seconde Guerre mondiale comme les Malgré-Nous. Aux frontières de l'Allemagne, cet espace a hérité d'un patrimoine architectural militaire inédit et souvent bien conservé comme la ligne Maginot qui a suscité l'envie d'une mise en valeur depuis quarante ans. Corridor naturel des invasions vers l'ouest en 1940, puis de la libération en 1944-1945, les nombreuses nécropoles nationales, allemandes ou américaines relayées par des musées militaires témoignent toujours de la dureté des combats. Parce que défaits, les combats des soldats de 1940 sont peu visibles dans le paysage mémoriel à l'exception des cimetières et quelques plaques du souvenir même si l'historiographie a progressé dans la réhabilitation du soldat de 1940. À l'inverse, par sa dimension reconstructrice, et pour les ériger en véritables héros, les libérateurs jouissent de multiples témoignages pour les remercier de leur sacrifice pour avoir desserré les serres de l'emprise nazie sur son territoire. Mais que dire de la mémoire des quatre longues années d'occupation ou d'annexion selon le territoire qui ont durablement hanté les esprits desquels ressortent inexorablement des mémoires polysémiques de la Résistance et de la Déportation. Cette histoire crée irrémédiablement non pas une mémoire mais des mémoires, parfois imperméables, voire antagonistes, et en même temps une richesse née de la diversité des parcours qui questionne sur ces territoires de l'entre-deux et qui informe sur l'idéologie nazie qu'ils ont en somme importée de force. Sur ce territoire se télescopent des mémoires dictées par la chronologie et les combats mais aussi par les différents régimes administratifs imposés par l'Allemagne nazie. Pour autant Jean-Noël Grandhomme estime qu'*on serait frappé par les similitudes que l'on constaterait, preuve d'une histoire et d'une mémoire communes aux minorités ethno-linguistiques tiraillées entre deux États*⁸.

Cet espace « Suisse, nord-est de la France, Luxembourg, Wallonie » compte parmi les régions en Europe qui proposent une des offres les plus complètes et les plus diversifiées en matière de tourisme de mémoire, en particulier de mémoire militaire. En Belgique, environ 80% des monuments liés à la guerre 1939-1945 se trouvent en Wallonie. Un chemin de mémoire dans l'est de la France est élaboré par la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) dépendante du Ministère de la défense. Récemment, le Land de Sarre fut chargé de fédérer les initiatives mémorielles et notamment de recenser les lieux visitables dans l'espace

⁸ Jean-Noël Grandhomme, *La mémoire complexe d'un pays de la frontière*, in « Exposer la guerre dans une région de l'entre-deux », Nancy, Annales de l'Est n°2, 2016, p. 23.

étudié à l'exception de la Suisse, mais élargi à la Sarre et à toute la Belgique. Les universités, en particulier celle du Luxembourg, ont initié des travaux comparatifs sur les mémoires liées à la Seconde Guerre mondiale dans cet espace.

Sans prétendre à l'exhaustivité que l'on pourra trouver ailleurs sur des sites dédiés répertoriant de nombreux monuments⁹, le photographe Frédéric Hermann ne se contente pas de fixer les traces mémorielles tel un catalogue, mais, par son cadrage laissant la place au mystère, par son approche esthétique quasi artistique, il cherche à les restituer dans leur événement, dans leur environnement, dans leur émotion. Il ne veut pas seulement capter la trace explicative, mais aussi sentir ce qui s'est passé là, il y a près de quatre-vingts ans, tout en lui donnant une modernité du présent. Ce livre se propose de restituer une part de cette émotion, mais surtout de susciter la curiosité du lecteur, de lui donner envie de s'appropriier les souffrances, la complexité et la singularité de ce territoire que l'historien expliquera en amont et d'aller sur le terrain pour le découvrir.

⁹ « MémorialGenWeb » pour la France, « secondeguerremondiale.public.lu » pour le Luxembourg, « bel-memorial.org » pour la Belgique.



Monument dédié à la paix sur le site du wagon de l'armistice dans la forêt de Compiègne.

Frontières fortifiées et voies d'invasion

Les territoires «Suisse, nord-est de la France, Luxembourg, Wallonie» ont en commun d'être tous frontaliers avec l'Allemagne. Cette frontière s'étire sur plus de 1000 km du nord au lieu-dit Vaalselberg (Belgique) jusqu'au sud au lac de Constance (Suisse). Si les fleuves et rivières Ofel, Our, Sûre, Meuse, Moselle, Sarre et Rhin constituent des délimitations naturelles, et donc les premiers obstacles comme le sont la forêt des Ardennes et les lacs helvétiques, d'autres espaces sont perméables en cas d'invasion allemande.

La sécurisation de cette frontière qui émerge dès Louis XIV et Vauban s'intensifie avec la création des États au XIX^e siècle et la montée des nationalismes belliqueux. Elle est l'objet de nombreux plans de fortification : position fortifiée de Liège, système Seré de Rivières comme à Toul et Verdun, *Festungen* allemandes comme à Metz et Strasbourg et ligne Maginot laissant encore aujourd'hui un bâti souvent monumental et en bon état.

Pour ce dernier projet, le ministre de la Guerre André Maginot obtient en 1930 de l'Assemblée nationale les crédits nécessaires à sa réalisation. La presse d'alors baptise pour l'éternité cette fortification permanente «ligne Maginot». C'est une ligne défensive hétérogène à cause de ses coûts et des changements de statuts des États voisins. Dans les régions fortifiées de Metz et de la Lauter, 22 ouvrages d'artillerie de tailles différentes complétés par de nombreuses casemates permettent d'assurer la défense des frontières, jugées à l'époque infranchissables, ce qui rassure la population. Les objectifs défensifs de la ligne Maginot se limitent toutefois à la mise en défense des territoires alsacien-mosellan récemment recouverts et fortement industrialisés, à l'organisation de la mobilisation en cas d'attaque surprise et à une économie d'effectifs nécessaire à cause de l'institution du service militaire à un an. Elle obligerait les Allemands soit à une attaque frontale, soit à un contournement par la Belgique ou la Suisse, la dernière hypothèse étant jugée peu probable. Le long du Rhin sont créées trois lignes défensives composées de casemates. Dans la trouée de la Sarre, le plébiscite sarrois en faveur de l'Allemagne en 1935 oblige à la création d'une zone de défense, qui, faute de budget, est bâtie autour de casemates de mitrailleuse et d'artillerie légère et d'un système d'inondation original dite aujourd'hui «ligne Maginot aquatique». Enfin, alors que jusque-là, la défense du nord devait se faire en Belgique, pays allié, la neutralité belge de 1936 oblige l'édification dans la précipitation d'une ligne de défense continue formée de casemates et de petits blockhaus. Au préalable, le gouvernement suisse prend des dispositions pour mettre en place des fortifications dans les montagnes suisses. Les travaux se poursuivent durant